

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 18/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ENNOBLISSEMENT VAL DE REINS

20 avenue JEAN MOOS
ZONE ARTISANALE LA GAITE
69550 AMPLEPUIS

Références : UD-R-CTESSP-22-N°269-SP
Code AIOT : 0006103534

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2022 dans l'établissement ENNOBLISSEMENT VAL DE REINS implanté 20, avenue JEAN MOOS ZI LE REBE 69550 AMPLEPUIS. L'inspection a été annoncée le 24/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENNOBLISSEMENT VAL DE REINS
- 20, avenue JEAN MOOS ZI LE REBE 69550 AMPLEPUIS
- Code AIOT : 0006103534
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La société Ennoblement du Val de Reins est autorisée à exploiter son activité de teinturerie dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992 modifié en dernier lieu le 9 mars 2020 (rejets aqueux, RSDE).

La société réalise principalement de la teinture, de l'impression et de l'apprêt pour l'habillement.

La présente visite d'inspection a pour objet de contrôler principalement les suites de la précédente visite ainsi que la thématique produits chimiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incendie ;
- Déchets ;
- Eau ;
- Rétentions ;
- Produits chimiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/12/1992, article 2 points 7.1.3 et 7.1.6	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
2	Alarme incendie /sprinklage	Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 68	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Stockage de palettes	Arrêté Préfectoral du 07/12/1992, article 2 point 7.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Déchets - Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Déchets - Evacuation	Arrêté Préfectoral du 07/12/1992, article 2 point 6.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Eau - Fréquence de surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 3.5	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Eau - Qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 3.5	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Eau - ETE RSDE	Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
9	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 07/12/1992, article 3 point 11	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	Produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
11	Lavage de fûts	Annexe 4 de l'article R.511-9 du code de l'environnement	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la non-conformité relative au stockage de matières combustibles à proximité des murs du bâtiment, l'Inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions du point 7.1.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992.

Concernant la non-conformité relative au registre des déchets, l'Inspection propose à monsieur le

préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Concernant la non-conformité relative à l'évacuation des déchets, l'Inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des points 6.1.2, 6.2.1 et 6.2.4 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992.

Concernant la non-conformité relative à l'absence d'étude technico-économique RSDE, l'Inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2020.

Concernant la non-conformité relative aux rétentions, l'Inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions du point 11 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992 modifié.

Concernant la non-conformité relative aux produits chimiques l'Inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 37.5 du règlement européen n°1907/2006.

Concernant la non-conformité relative au lavage de fûts, l'Inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'annexe 4 de l'article R.511-9 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 07/12/1992, article 2 points 71.3 et 71.6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Point 71.3 : L'établissement devra disposer de moyens interne de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins : [...] - réseau d'extinction par RIA Point 71.6 : L'état du matériel électrique et des moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien compétent.
Constats : Lors de la précédente visite du 15 septembre 2021, l'Inspection avait constaté que les RIA et le système de désenfumage n'étaient plus fonctionnels. L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté du 10 novembre 2021, de mettre en conformité son réseau de RIA et son système de désenfumage. Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a fourni à l'Inspection : - un rapport de contrôle du 28 mars 2022 relatif aux RIA ; - un rapport de contrôle du système de désenfumage, daté du 28 janvier 2022, concluant au dysfonctionnement du système ; - trois devis de mise en conformité du système de désenfumage de février 2022 et mai 2022. L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé les travaux de remise en conformité du système de désenfumage au regard des coûts élevés associés (>30 000€). Il a indiqué prévoir de réaliser ces travaux en deux temps, une première partie en 2023 et une seconde en 2024 en fonction de la situation financière de l'entreprise. Concernant les RIA, l'Inspection a constaté que le rapport de contrôle du 28 mars 2022 ne conclut pas de manière claire sur la conformité ou non des RIA. Il est notamment indiqué que des raccords sont non conformes et un axe est bloqué. Par ailleurs, le registre de sécurité a été renseigné pour ce contrôle du 28 mars 2022 en indiquant "RIA conforme" alors que cette information est contradictoire avec le contenu du rapport de contrôle qui indique les problèmes précités.
Type de suites proposées : Avec suites <u>Demande :</u> L'exploitant doit : - sous 2 mois, mettre en conformité son réseau de RIA ; - sous 6 mois, mettre en conformité son système de désenfumage. Au regard des actions menées et des coûts élevés de mise en conformité du système de désenfumage, l'Inspection propose, à ce stade, de ne pas prendre de sanction sur ce point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 novembre 2021 et d'accorder un délai supplémentaire de 6 mois à l'exploitant.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : Selon délais ci-dessus

N° 2 : Alarme incendie/sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Alarme incendie /sprinklage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Lors de la précédente visite du 15 septembre 2021, l'Inspection avait constaté que le système de détection incendie avec report d'alarme et le système de sprinklage n'avaient pas fait l'objet de vérifications récentes. Aussi, la cuve de sprinklage commençait à être corrodée par des écoulements du trop-plein. Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas eu de contrôle de réalisé sur ce sujet depuis la dernière visite. L'Inspection a aussi constaté que l'écoulement anormal du trop-plein de la cuve de sprinklage n'a pas été résolu.
Type de suites proposées : Avec suites Demande : L'exploitant doit, sous 2 mois, procéder aux opérations suivantes : - contrôle des systèmes de sprinklage et détection incendie par un organisme compétent ; - mettre fin à l'écoulement anormal du trop-plein qui corrode la cuve de sprinklage. Ces équipements n'étant pas imposés par l'arrêté préfectoral du 07/12/1992 modifié réglementant les activités du site, l'Inspection ne propose pas, à ce stade, de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Stockage de palettes

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 07/12/1992, article 2 point 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de palettes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.
Constats : Lors de la précédente visite du 15 septembre 2021, l'Inspection avait constaté que l'exploitant stockait des palettes en attente d'évacuation le long du mur du bâtiment de stockage et avait demandé à l'exploitant de veiller à éloigner ce stockage de palettes des murs du bâtiment. Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant a éloigné le stockage de palettes comme demandé. Par contre, l'Inspection a constaté les points suivants : - un bac contenant environ 2 m ³ de bois est stocké le long du bâtiment au Sud-Est du site ; - des rouleaux de papiers d'impression usagés, pour un volume total d'environ 30 m ² , sont stockés en attente d'évacuation, le long du bâtiment au Sud-Ouest du site.

Type de suites proposées : Avec suites
Demande : L'exploitant doit, sous 1 mois, éloigner les matières combustibles des murs du bâtiment.
Au regard des enjeux, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Déchets - Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets - Registre des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite du 15 septembre 2021, l'Inspection avait constaté que le registre des déchets n'était pas complet. Il manquait les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - code de traitement ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement. <p>Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir expédié de déchet dangereux depuis la dernière visite et ne pas avoir pris connaissance du fonctionnement de l'outil national trackdéchets. Le registre des déchets sortants de 2022 a été présenté par l'exploitant. L'Inspection a constaté que le registre 2022 ne contient pas les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée pour les déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - les qualifications du traitement final des déchets ne sont pas correctes dans le registre de l'exploitant. Cette qualification doit être établie à partir de la liste suivante : préparation en vue de la réutilisation, recyclage, autre forme de valorisation y compris énergétique ou élimination ; - le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p><u>Demande :</u> L'exploitant doit compléter, sous 3 mois, son registre des déchets afin qu'il soit conforme aux exigences de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.</p> <p>Au regard de la persistance de cette non-conformité, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Déchets - Evacuation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 07/12/1992, article 2 points 6.1.2, 6.2.1 et 6.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets - Evacuation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :**Point 6.1.2 :**

Dans l'attente de leur élimination toutes précautions (fréquence d'enlèvement, aire étanche...) seront prises pour que les dépôts de déchets ne soient pas à l'origine d'un danger ou d'une gêne pour le voisinage, notamment par des odeurs ou une pollution des eaux superficielles ou souterraines.

Point 6.2.1 :

Tous les déchets produits par l'établissement y compris les matières souillées, endommagées ou détruites qui résulteraient d'une situation accidentelle, devront être éliminées dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Ils seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.

Point 6.2.4 :

Des mesures efficaces de protection contre la pluie et de prévention des envols seront prises.

Constats :

Lors de la précédente visite du 15 septembre 2021, l'exploitant avait présenté le BSD d'évacuation n°S061-E251653 qui n'était pas complet. L'Inspection avait alors demandé à l'exploitant de veiller à obtenir les versions complétées des BSD.

Par ailleurs, l'Inspection avait constaté la présence de différents déchets à faire éliminer :

- divers morceaux métalliques d'anciennes machines ;
- sachets de sulfate d'ammonium.

L'Inspection avait rappelé à l'exploitant d'évacuer régulièrement ses déchets.

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté les éléments suivants :

- les sachets de sulfate d'ammonium n'ont pas été évacués. L'exploitant a indiqué qu'il ne s'agit pas de déchets mais de produits qu'il utilise. Ces sachets ont d'ailleurs été rapatriés à l'intérieur du bâtiment sans que les conditions de stockage ne soient satisfaisantes : rétention partagée, sachets non fermés (ce point est repris dans le constat ci-dessous relatif aux produits chimiques) ;
- les divers morceaux métalliques d'anciennes machines, identifiés lors de la visite du 15 septembre 2021, ont été évacués du site. L'exploitant a indiqué ne pas avoir de traçabilité de cette expédition ;
- présence de plus de 100 bidons en plastique bleu (de 120 litres) vides en attente d'évacuation à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment ;
- présence de rouleaux de papiers imprimés usagés contenant des traces d'encre d'impression, stockés à l'extérieur du bâtiment en attente d'évacuation (cf constat précédent). L'exploitant a indiqué que ces rouleaux de papier sont en attente d'évacuation vers une société située au Maroc qui valorise ce papier pour de la réutilisation par des fleuristes. L'exploitant n'a toutefois pas été en mesure de justifier que ces rouleaux de papier, contenant des résidus d'encre d'impression sont des déchets non-dangereux et qu'il y a bien valorisation de ces rouleaux par la société destinataire.

Aussi et de manière plus générale, l'Inspection a constaté la présence, sur les voies de circulation et autour des bâtiments, de morceaux de plastique ou carton divers disséminés au sol qui ont été déplacés par le vent.

Type de suites proposées : Avec suites**Demande : L'exploitant doit :**

– respecter, sous 1 mois, les exigences de l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992 modifié qui exige que les déchets produits par l'établissement soient éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et que l'exploitant s'en assure et puisse le justifier à tout moment ;

- évacuer, sous 1 mois, l'ensemble des bidons bleu vides présents sur le site ;
- procéder, sous 1 mois, à la récupération des morceaux de plastique ou papier/carton disséminés au sol sur les voies de circulation ainsi qu'autour du bâtiment et les évacuer en tant que déchets conformément à la réglementation en vigueur ;
- mettre en place, sous 2 mois, des mesures efficaces de protection contre les envols et la dissémination de morceaux de plastique ou papier/carton sur le site ;
- justifier, sous 2 mois, que les rouleaux de papiers imprimés usagés contenant des traces d'encre d'impression ne sont pas des déchets dangereux et qu'ils sont bien valorisés par la société destinataire ;
- mettre en place des dispositions, sous 1 mois, pour que les eaux de pluie ne puissent ruisseler sur les rouleaux de papiers imprimés usagés contenant des traces d'encre d'impression.

Au regard des enjeux, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ces points.

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : Selon délais ci-dessus

N° 6 : Eau - Fréquence de surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 09/03/2020, article 3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Eau - Fréquence de surveillance des rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

3.5.2. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètre	SANDRE	Fréquence de suivi
Débit		En continu
Température		En continu
pH (*)		En continu*
MES (*)	1305	Journalière*
DCO (*)	1314	Journalière*
DBO5	1313	semestrielle
Hydrocarbures	7009	mensuelle
Phosphore global	1350	Trimestrielle
Azote global	1551	Trimestrielle
Cu	1392	Trimestrielle
Zn	1383	Trimestrielle
Chrome	1389	Trimestrielle ⁽¹⁾

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

(*) Chaque jour, les paramètres pH, M.E.S et D.C.0 sont analysés sur un échantillon représentatif des caractéristiques de l'effluent rejeté durant les 24 heures précédentes,

(1) Si les niveaux de rejet maximum sont réduits de manière pérenne en dessous du seuil de 37 g/j

pour le Cr, la fréquence minimale de surveillance peut être ramenée à une fréquence annuelle après accord de l'inspection des installations classées.

3.5.3. Mesures comparatives

Chaque année, l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement.

Constats :

L'Inspection a constaté que l'exploitant n'a pas respecté la fréquence d'autosurveillance de plusieurs paramètres (notamment hydrocarbures, cuivre, chrome, zinc...) depuis la dernière visite du 15 septembre 2021.

L'exploitant a indiqué ne pas avoir fait réaliser de mesures comparatives en 2021 et 2022.

Type de suites proposées :

Demande : L'exploitant doit :

- respecter les fréquences d'autosurveillance et de mesures comparatives des rejets aqueux conformément aux paragraphes 3.5.2 et 3.5.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2020 ;
- réaliser une campagne de mesures comparatives sous 2 mois. Les résultats seront transmis à l'Inspection dès réception.

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Eau - Qualité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 09/03/2020, article 3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Eau - Autosurveillance des rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 3.3.5.)

Paramètre (code SANDRE)	Concentration maximale journalière – échantillon 24h	Flux maximal journalier (Kg/j)
MES (1305)	600 mg/l	288 kg/j
DBO5 (1313)	500 mg/l	240 kg/j
DCO (1314)	1500 mg/l	720 kg/j
Hydrocarbures (7009)	10 mg/l	4,8 kg/j
Phosphore total (1350)	50 mg/l (si flux > 15 kg/j)	

Paramètre (code SANDRE)	Concentration maximale journalière – échantillon 24h	Flux maximal journalier (Kg/j)
Azote global (1551)	150 mg/l (si flux > 150 kg/j)	
Cu (1392)	0,15 mg/l (*)	72 g/j (*) puis 2,4 g/j après ETE RSDE (**)
Zn (1383)	0,8 mg/l (*)	384 g/j (*) puis 8,6 g/j après ETE RSDE (**)
Chrome (1389)	0,1 mg/l (*)	48 g/j (*) puis 18,5 g/j après ETE RSDE (**)

(*) concentration et flux maximal journalier à respecter à compter du 01/01/2020

(**) le flux maximal journalier à respecter « après ETE RSDE » doit être respecté dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté. Il pourra être revu à la hausse ou à la baisse en fonction des résultats de l'étude technico-économique prescrite à l'article 4 du présent arrêté. À défaut, ce flux est applicable.

Constats :

Dans le cadre de la précédente visite du 15 septembre 2021, l'Inspection avait constaté des dépassements réguliers des valeurs limites d'émission pour les paramètres pH, température et DCO ainsi qu'un dépassement ponctuel pour les paramètres cuivre et hydrocarbures. L'exploitant avait expliqué ces dépassements par le manque d'homogénéisation et avait indiqué être en cours d'étude avec la commune et l'agence de l'eau pour remettre en état son bassin d'homogénéisation actuellement by-passé.

Aussi, l'Inspection avait constaté que le bassin de décantation avait été curé le 29 décembre 2020 et l'exploitant avait indiqué avoir prévu de curer de nouveau le bassin de décantation en décembre 2021.

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté sur la période depuis la dernière visite en septembre 2021 et à partir des éléments de l'application GIDAF :

- l'absence de dépassement des valeurs limites en pH, température, cuivre et hydrocarbures ;
- deux dépassements en DBO5 (860 mg/l et 520 mg/l pour une valeur seuil de 500 mg/l), représentant 29% des analyses ;
- 18 dépassements en DCO, représentant 7% des analyses.

L'exploitant a indiqué avoir procédé, à trois reprises depuis la dernière visite, à des curages du bassin de décantation dont le dernier a eu lieu fin octobre 2022 et espère ainsi améliorer les résultats des rejets aqueux. L'exploitant a par ailleurs précisé ne pas avoir avancé sur le sujet de la remise en service du bassin d'homogénéisation depuis la dernière visite.

Type de suites proposées : Avec suites

Demande : L'exploitant doit respecter les valeurs limites d'émission des paramètres DBO5 et DCO de ces rejets aqueux.

Au regard des actions menées et en cours ainsi que de l'amélioration des résultats, l'Inspection propose, à ce stade, de ne pas mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Eau - ETE RSDE

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 09/03/2020, article 4		
Thème(s) : Risques chroniques, Eau - ETE RSDE		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : Dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées une étude technico-économique, accompagnée d'une échéance de mise en œuvre pouvant s'échelonner sur une période de 3 ans, visant à réduire les flux de chrome, de zinc et de cuivre émis par l'installation pour respecter les flux admissibles par le milieu indiqués dans le tableau ci-dessous :		
Paramètre	Code SANDRE	Flux maximal
Cu	1392	2,4 g/j
Zn	1383	8,6 g/j
Chrome	1389	18,5 g/j
Cette étude présente l'ensemble des éléments figurant dans la trame de l'étude technico-économique prévue par la circulaire RSDE du 5 janvier 2009 annexée au projet d'arrêté.		
Constats : Lors de la présente visite du 15 septembre 2021, l'Inspection avait constaté que l'étude technico-économique RSDE requise par l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2020 n'avait pas été remise par l'exploitant. Il avait aussi été constaté que les flux de cuivre, zinc et chrome dans les rejets aqueux industriels du site étaient inférieurs aux VLE actuelles mais que les VLE imposées en mars 2023 n'étaient pas respectées pour le cuivre et le zinc. Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé l'étude technico-économique précitée. L'Inspection a par ailleurs constaté que les flux de cuivre, zinc et chrome dans les rejets aqueux industriels du site sont conformes au VLE actuelles mais pas à celles applicables à compter de mars 2023.		
Type de suites proposées : Avec suites		
<u>Demande :</u> L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous 4 mois, l'étude technico-économique RSDE requise à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2020. Au regard de la persistance de cette non-conformité, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.		
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription		
Proposition de délais : 4 mois		

N° 9 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 07/12/1992, article 3 point 11	
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : [...] Tout récipient susceptible de contenir de tels liquides devra être associé à une capacité de rétention étanche dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100% de la capacité du plus grand récipient ; - 50% de la capacité globale des récipients associés.	
Constats : Lors de la précédente visite du 15 septembre 2021, l'Inspection avait constaté :	

<ul style="list-style-type: none"> - une rétention d'un stockage extérieur remplie d'eau de pluie car la gouttière à proximité était cassée et l'eau se déversait dedans. Il avait alors été demandé à l'exploitant de veiller à ce que les rétentions soient maintenues vides ; - une partie des produits stockés au niveau de la rame n'était pas sur une rétention adaptée (trop petite ou décalée par rapport au stockage). Il avait alors été demandé à l'exploitant de veiller à ce que les rétentions soient correctement dimensionnées. <p>Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de multiples fûts et bidons hors rétention : fûts et bidons d'huile à l'extérieur du bâtiment, un GRV de type Emussal MU HEXADIS, un bidon d'alcool isopropylique, un fût de résine ; - des fûts de type Antislittante HEXADIS sur une rétention inadaptée (trop petite ou décalée par rapport au stockage) comme déjà constaté lors de la précédente visite ; - la rétention remplie d'eau de pluie lors de la précédente visite a été vidée et déplacée.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p><u>Demande :</u> L'exploitant doit, sous 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre sur rétention l'ensemble des produits susceptibles de créer une pollution des sols ou des eaux ; - veiller à ce que les rétentions soient correctement dimensionnées. <p>Au regard de la persistance de cette non-conformité, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : Produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Règlement européen n°1907/2006 du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Produits chimiques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes:</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite du 15 septembre 2021, l'Inspection avait constaté que de la poudre d'hydrosulfite de sodium était présente tout autour du stockage. Il avait été demandé à l'exploitant de stocker/manipuler l'hydrosulfite de sodium conformément à sa FDS. En particulier, au vu des propriétés du produit, de ne pas éparpiller de la poudre autour du stockage.</p> <p>Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a refait un point sur l'état de propreté du stockage d'hydrosulfite de sodium. Aussi, l'Inspection a procédé à une vérification du contenu et du respect des fiches de données de sécurité de ce produit ainsi que du peroxyde d'hydrogène utilisé sur le site. Les constats sont détaillés dans les annexes I et II du présent rapport.</p> <p>Comme précédemment décrit dans le constat relatif à l'évacuation des déchets, l'exploitant a indiqué que les sachets de sulfate d'ammonium ne sont pas des déchets mais des produits qu'il utilise. Ces sachets ont été rapatriés à l'intérieur du bâtiment sans que les conditions de stockage ne soient satisfaisantes (rétention partagée, sachets non fermés) ;</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p><u>Demande :</u> L'exploitant doit :</p>

- sous 15 jours, stocker le sulfate d'ammonium dans des conditions conformes à sa fiche de données de sécurité (reprise dans le constat relatif aux produits chimiques) ;
- sous 2 mois, détenir les fiches de données de sécurité correspondant aux différentes marques d'hydrosulfite de soude utilisées sur le site ;
- sous 15 jours, nettoyer la rétention de l'hydrosulfite de soude et la maintenir propre en permanence ;
- sous 2 mois, s'assurer que le peroxyde d'hydrogène soit stocké à une température ne dépassant pas 40°C conformément à sa fiche de données de sécurité ;
- sous 15 jours, s'assurer que le peroxyde d'hydrogène soit stocké sur des rétentions dédiées.

Au regard des enjeux, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur les points ci-dessus.

Demande : L'exploitant doit :

- sous 2 mois, s'assurer auprès de son fournisseur que les bidons d'hydrosulfite de soude de la marque SILOX soient correctement étiquetés ;
- sous 2 mois, utiliser pour l'hydrosulfite de soude une rétention avec un caillebotis permettant de voir distinctement à l'intérieur de la rétention doit être utilisée afin de faciliter l'entretien de cette rétention qui doit rester propre en permanence ;
- sous 2 mois, s'assurer auprès de son fournisseur CALDIC que les informations entre l'étiquette du peroxyde d'hydrogène et sa fiche de données de sécurité soient cohérentes concernant les conseils de prudence ;

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : Selon délais ci-dessus

N° 11 : Lavage de fûts – Rubrique 2795

Référence réglementaire : Annexe 4 de l'article R.511-9 du code de l'environnement

Thème(s) : Situation administrative, classement rubrique 2795

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Contrôle du classement de la rubrique 2795 : Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux.

Pour rappel l'article R511-10 du code de l'environnement prévoit que : "I. Les substances et mélanges dangereux mentionnés au I de l'article L. 515-32 sont les substances et mélanges dangereux et assimilés tels que définis à la rubrique 4000 de la nomenclature annexée à l'article R. 511-9, qui sont visés par les rubriques comprises entre 4100 et 4799, et celles numérotées 2760-4 et 2792."

Constats :

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant procède au lavage de fûts de produits chimiques utilisés sur le site à l'aide d'une machine dédiée à cette opération. L'exploitant a précisé que les eaux de lavage de ces fûts sont dirigées vers son bassin de décantation avant rejet vers la station d'épuration d'Amplepuis.

Ces opérations de lavage ne sont pas couvertes par l'arrêté préfectoral du 7 décembre 1992 modifié, encadrant les activités exercées sur le site, et rentrent dans la rubrique 2795 (Lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses ou de déchets dangereux).

Type de suites proposées : Avec suites

Demande : L'exploitant doit cesser le rejet des eaux de lavage de fûts dans le réseau d'eaux usées du site sous 15 jours et s'il souhaite poursuivre le rejet par la suite, transmettre un rapport à connaissance relatif à l'impact du nettoyage de ces fûts au regard des composés des rejets aqueux

actuellement autorisés sous 2 mois.
Au regard des enjeux, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours